

De l'Institut Industriel du Nord (1872) - IDN, à l'Ecole Centrale de Lille (1992) une mutation réussie

par le Professeur Dr. J.C GENTINA,

Ingénieur diplômé de l'Ecole Centrale de Lille promotion 1968

Directeur de 1982 à 2005

Lorsqu'avec mon ami Pierre BORNE nous soutenions le même jour notre thèse de Doctorat d'Etat ès sciences physiques le 2 mars 1976, nous étions intimement persuadés que nos destins si proches nous porteraient à écrire une page importante de l'histoire de notre école. Mon jury de thèse était constitué du Professeur Robert BOSSUT - Directeur de l'IDN depuis 1969, du Professeur Robert GABILLARD - Président de jury qui allait être le père du VAL (métro de Lille), du Professeur François LAURENT qui avait porté avec nous l'éclosion du LAII (Laboratoire d'Automatique et d'Informatique Industrielle,) du Professeur Lj.T.GRUJIC de l'Université de Belgrade qui nous a soutenus dans la valorisation de nos travaux à l'international.

Cette période de 1969 à 1978 fut celle du début de la renaissance de l'IDN, fruit du travail et du dévouement de Robert BOSSUT épaulé par son secrétaire général Robert COUSIN. L'école s'installera sur le domaine Universitaire de Villeneuve d'Ascq (DUSVA) en 1969 puis sera nationalisée en 1975 alors qu'elle fut soutenue financièrement jusqu'alors par le département du Nord qui accorda à l'école ses premiers postes administratifs et techniques (ATOS). Ces postes vont d'ailleurs longtemps perdurer après la nationalisation. Enfin en 1972, Robert BOSSUT va obtenir du Directeur de Centrale Paris(ECP) Mr BARON que le concours d'entrée s'opère sur les épreuves écrites communes du concours commun « Centrale-Supelec », l'oral restant spécifique à l'IDN.

Après le décès subit de Robert BOSSUT en 1978, le Professeur Michel MORIAMEZ, fondateur de l'Université de Valenciennes qu'il vient de quitter, prend la direction de l'IDN. Je suis nommé Directeur adjoint en charge des études. Au début de l'année 1982, je forme le projet de lui succéder avec une jeune équipe constituée de Pierre BORNE (38 ans, comme moi-même) pour la recherche et l'international, Philippe DESHAYES (34 ans) à la Direction des études et Patrice SERNICLAY (29 ans) au secrétariat général (DGS).

La campagne de candidature fut rude et sans le soutien de René LELEU, Président de l'association des anciens élèves, de Joël HEBRARD, représentant du Conseil Régional au CA et de Michel WERY Président du CA, je n'aurai pu obtenir la faible majorité qui m'a permis d'être

longuement audité par le Directeur des enseignements supérieurs à Paris. Je suis alors nommé Directeur de l'IDN à la rentrée de septembre 1982. Notons qu'au cours de ces 23 années, se sont succédés 11 premiers ministres et 38 ministres et secrétaires d'état chargés de l'éducation et/ou de l'enseignement supérieur ; un tourbillon !

En 1982, quelle est la situation de l'IDN ?

L'école dispose du statut d'EPCA (Etablissement Public à Caractère Administratif) qui lui garantit son autonomie sauf pour ce qui relève des activités de recherche.

Le recrutement est en partie effectué depuis 1972 sur les épreuves écrites du concours commun « Centrale-Supélec ». La formation est assurée par 21 enseignants permanents dont 3 Professeurs d'université (PRU), 10 Maître-assistants et assistants, 5 Professeurs du second degré (PRAG et PRCE) et 3 PTA. Ils assurent 3250h d'enseignement. Les professeurs vacataires (212) effectuent 7715 heures d'enseignement. Le personnel administratif et technique (IATOS,) est constitué de 45 personnes (aucun ingénieur), dont 7 sont encore de statut départemental et 9 sont contractuels. Les effectifs étudiants sont de 390 élèves (130 par promotion). Nous disposons des 13 000 m² de locaux. La recherche encore naissante se base sur 4 équipes, le LAII (Automatique et Informatique Industrielle), l'aménagement urbanisme (LARU), l'électronique et acoustique et le génie électrique. L'école dispose à titre exceptionnel d'une habilitation à délivrer le doctorat d'ingénieur (DDI). Plusieurs accords sont en place avec l'USTL (Université des Sciences et Techniques de Lille), l'ENSAM de Lille pour la mécanique et le génie électrique et l'ENSCL pour le génie chimique. Le budget, hors salaires des permanents est de 1,5 M d'€ (57% venant de l'état). Les rémunérations des vacataires pèsent 29% de ce budget et les investissements 27%. Nos élèves logent à la résidence CAMUS en face de l'IDN sous tutelle du CROUS. Les relations internationales sont à leur début avec l'université de Belgrade, l'ENIT de Tunis et l'Université Catholique de Louvain.

Durant mon premier mandat de 82 à 86, notre projet avance au rythme de 5 à 6 créations de postes par an (3 à 4 pour les enseignants et 1 à 2 pour les ATOS). Notre tutelle accepte l'idée d'un rattrapage, l'administrateur civil en charge des grandes écoles et notre conseiller d'établissement sont coopératifs. C'est durant cette période que je fais la connaissance du directeur de l'Ecole Centrale de Paris (ECP), Daniel GOURISSE. Il est confronté depuis son arrivée en 1978 au projet de changement du statut de son école. La mise en place de la réforme de l'enseignement supérieur du Ministre J.P.CHEVENEMENT permet à l'ECP d'obtenir le statut dérogatoire de Grand Établissement en 1984. D.GOURISSE me demande de siéger au CA puis au bureau de la conférence des Grandes Ecoles (CNGE) pour représenter les grandes écoles d'Ingénieurs de province. Dans le même temps, Jean Claude CHARPENTIER Directeur de recherche CNRS m'invite à l'ENSIC de Nancy, j'y rencontre Jacques BORDET - directeur de l'ENSIC et tous deux me proposent de développer la recherche en génie chimique avec l'ENSCL. Le professeur LABLACHE COMBIER - Directeur adhère au projet avec de surcroit le soutien de l'industrie.

Michel WERY quitte le CA et Georges LEBLON lui succède. Francis HEIMBURGER devient président de l'association des anciens en 1983.

En 1986, nous disposons de 38 postes d'enseignants (créations de 15 postes) et de 66 postes d'IATOS (Ingénieurs, administratifs et ouvriers de service). Le budget est de 2,6 M d'€, les promotions sont de 150 élèves et le recrutement passe de 25% de 3/2 à 50% en 86. Toutes les options de 3^{ème} année donnent accès à 10 DEA (diplôme d'études approfondies) .L'option Productique est créée ; c'est aussi le début de la conception assistée par ordinateur (CAO). Le CNRS accorde un label au LAII et 48 doctorants sont inscrits dans nos laboratoires en développement incluant de plus la mécanique et le Génie Civil. L'ensemble des laboratoires établissent des liens avec leurs homologues de l'USTL

De mon côté j'ai tenté d'obtenir de la tutelle, le nouveau statut d'EPSCP (Établissement public caractère scientifique culturel et professionnel) découlant de la nouvelle loi des enseignements supérieurs. J'ai le soutien de M.WERY, F. HEIMBURGER et de nombreuses personnalités scientifiques de notre région, mais ma demande n'aboutit pas. En effet, fin 1985, j'apprends que notre tutelle envisage de créer à Lille une Université de Technologie (UT) avec en son sein une INSA à Lens. Notre école constitue *de facto* une cible de ce projet mais n'est pas consultée. J'arrive à obtenir les futurs statuts de cette UT et sans plus attendre j'alerte alors notre président du CA Michel WERY, Joël HEBRARD vice-président et Francis HEIMBURGER qui réagissent de concert auprès de nos autorités ainsi que du Recteur avec le soutien de personnalités de la région. Nous arrivons ainsi à temporiser jusqu'au moment où R. MONORY succède à J.P. CHEVENEMENT au Ministère. Ce projet est alors abandonné et nous allons bénéficier d'un répit de 3 ans.

La dynamique de l'école se poursuit, mes appuis au ministère sont maintenus. Nous sommes à l'étroit dans ces 13 000 m² car les laboratoires progressent et nous restructurons les locaux. La vie associative des élèves se développe et nous l'encourageons avec Patrice SERNICLAY: séminaire de rentrée et d'accueil des élèves de 1^o année, Montgolfiades, Lille aux échecs, forum entreprise... A l'association des anciens, F. HEIMBURGER quitte la présidence en 1990. Après D. JANVIER, en 1993, Gérard GLANGETAS va en prendre la présidence et nous allons dès lors bénéficier d'une très fructueuse coopération. L'école est alors conseillée et soutenue par le CA avec le Président G.LEBLON et l'association des anciens avec G. GLANGETAS épaulé par D. MONGY.

Nous continuons notre progression et J.C.CHARPENTIER devenu entre-temps Directeur des Sciences Physiques pour l'ingénieur au CNRS (SPI-CNRS) nous conseille et nous obtenons en 1991 la labellisation « Unité Associée CNRS » du LAII que je dirige depuis l'origine et du laboratoire de mécanique de Lille (LML) en coopération avec l'USTL. Le LAII est rebaptisé LAIL, G.DAUPHIN en prendra la direction en 1995.

Puis en 1988 Lionel JOSPIN est nommé ministre de l'enseignement, Claude ALLEGRE est son conseiller spécial en charge de la recherche. Débute alors une seconde période de turbulences. Nos Grandes Ecoles(GE) ainsi que les classes préparatoires sont mises en causes. Le Président de la CNGE Daniel GOURISSE Directeur de l'ECP est menacé. Daniel GOURISSE arrive à se maintenir avec le soutien de son CA, de son association des anciens, et de la CNGE. Face à ces difficultés, nous allons progressivement coopérer et sympathiser en résistant jusque 1992.

La résidence Léonard de Vinci

Le directeur du CROUS arrive à convaincre le président de l'USTL et le Recteur de l'académie de Lille de l'anomalie que constitue pour lui la convention signée en 1970 entre R.BOSSUT, le Recteur DEBEYRE et le CROUS. Cette convention accorde à nos étudiants un accès hors critères sociaux à la résidence CAMUS. Le CROUS espère ainsi récupérer quelques chambres alors que le patrimoine résidentiel du CROUS stagne péniblement. Je suis ainsi convoqué en 1991 au CA du CROUS et il est décidé de dénoncer notre convention. J'arrive malgré tout à négocier une période transitoire de 3 ans durant laquelle nos 3 promotions quitteront progressivement la résidence CAMUS. Nous sommes au pied du mur, sans réserve foncière et sans financement pour une future résidence. Avec Patrice SERNICLAY nous partons à la pêche aux idées dans les GE disposant d'une résidence. Puis très vite je vais rencontrer le nouveau président nommé à l'USTL, il se montre plus compréhensif et je lui soumets deux pistes :

1. soit il nous accorde un terrain sur le campus de Villeneuve d'Ascq,
2. sinon nous quittons le campus pour nous installer à Euralille ; j'avais validé cette hypothèse avec le responsable du projet d'Euralille.

Le Président de l'USTL choisit la 1^{ère} proposition nous accordant un terrain de 1,5 ha. Je fais alors la même démarche auprès du maire de Villeneuve d'Ascq Mr. CAUDRON qui me propose un complément de 2ha cédé par la CUDL (Communauté Urbaine de Lille) sous réserve d'affecter la maîtrise d'œuvre à l'OPHLM de Lille (Office Public d'HLM de Lille) ce que nous acceptons. Le projet démarre très vite. Patrice SERNICLAY en prend la responsabilité et en 3 ans, nous réalisons la résidence « *Léonard de Vinci* » que nous compléterons ensuite par un foyer. De plus il va nous rester une réserve de terrain. Le confort des petits studios ainsi réalisés est sans comparaison avec celui de la résidence CAMUS du CROUS.

Réformes des études 90-92

Au début 90 nous lançons un projet de refonte totale de notre enseignement. Ce projet conduit conjointement par Philippe DESHAYES et Jean Pierre LEBRUN animateur de l'option Génie mécanique se développe sur 2 ans. Un référentiel de la formation généraliste est alors élaboré, constitué de 7 capacités : concevoir, concrétiser, innover, animer, organiser, communiquer, former. Les principaux dispositifs de la formation sont sommairement les suivants : un noyau dur de 1200 h constitue les bases de la formation généraliste, un noyau flexible de 2000 h offre à l'élève ingénieur une individualisation de son cursus par les choix de modules correspondant à son projet professionnel. Les stages vont passer de 6 à 11 mois sur les 3 ans. Avec le concours de Michel BIGAND la formation par projet devient un axe majeur de la pédagogie ; un projet de 300 h est ainsi planifié sur les deux premières années. Le projet en troisième année est consolidé au sein des options. L'élève est ainsi conduit à construire sa formation dans un contexte d'autonomie contractualisée ; il est responsable de sa formation.

Institut de génie d'informatique industrielle : IG2I (1992)

Toujours à cette époque, Gérard GLANGETAS me propose de rencontrer André DELELIS Sénateur-maire de Lens qui nourrit depuis 1986 le rêve d'installer une école d'ingénieurs à Lens. Nous avons besoin d'un projet à caractère social pour maintenir le soutien de notre tutelle très critique sur le soi-disant « élitisme » de nos GE. L'idée est présentée et retenue au CA et je nomme André CASTELAIN chef du projet. La CTI (Commission du titre ingénieur) nous accorde une habilitation pour un diplôme d'ingénieur en 5 ans en génie informatique et industriel. Ainsi naît l'IG2I en 1992.

André CASTELAIN imagine deux formations, l'une en formation initiale l'autre en formation professionnelle. André DELELIS nous attribue une partie des anciens grands bureaux des Houillères du NPdC, il omet de me dire que l'autre partie est attribuée au pôle de Lens de l'Université de l'Artois. Il se trouve que je côtoie son administrateur provisoire Alain LOTTIN au CESER (Conseil économique et social et environnemental de la région NPdC) où je suis nommé pour représenter les grandes écoles. Je lui propose alors de nous entendre pour obtenir d'André DELELIS qu'il obtienne les moyens de construire les extensions nécessaires. C'est ainsi que nous pourrions lancer le projet d'un bâtiment. Conséquence : j'entre au CA provisoire de l'université d'Artois. L'IG2I intègre ses 2 premières promotions en 1992. Le domaine d'activité visé par l'IG2I est celui du génie informatique, il va s'avérer de plus en plus pertinent à l'avenir. Comme attendu, la tutelle nous accordera les moyens en personnels et financements justifiés par cette création.

L'intergroupe des écoles Centrale 1991)

Toujours à cette époque les conflits opposants le Président de la CNGE Daniel GOURISSE et le conseiller spécial du ministre Claude ALLEGRE sont au plus vif. C'est dans ce contexte tendu que nous tissons une relation de confiance et d'estime.

Comme en 1986, en avril 1990, Claude ALLEGRE va quitter ses fonctions et de nouveau nous respirons. Très vite Daniel GOURISSE me propose l'idée d'un groupement des écoles Centrale et nous allons ensemble avec Jacques BORDET, devenu directeur de l'ECLyon, rencontrer à plusieurs reprises le directeur Pierre VAUSSY de l'ENSMN (Ecole Nationale Supérieure de Mécanique de Nantes). Ces rencontres s'avèrent décisives car en moins de 3 mois nous signons dans les locaux actuels du Musée PICASSO, anciennement Hôtel Salé - lieu de la première implantation de l'ECP : « la charte pour un intergroupe des écoles Centrale ». Le projet est présenté à André FREMONT Directeur des enseignements supérieurs qui l'accueille favorablement le 21/02/1991. Deux décrets du 31/07/91 créent deux écoles Centrale l'une à Lille et la seconde à Nantes et les dotent du statut auquel nous aspirions en 1985 d'EPSCP. L'intergroupe est alors fort d'un potentiel de 3150 étudiants, 1020 diplômés ingénieurs par an, 345 DEA, 140 doctorats et 8 mastères spécialisés. Dès 1992 notre école est totalement intégrée au concours à épreuves communes Centrale-Supelec. Le rayonnement de la marque « Centrale » est incontournable.

Au passage, en 1990 notre équipe de direction est renouvelée.

Puis s'ensuivent quelques années de progression en toute sérénité. En 1995 nous mettons en place un double diplôme d'ingénieur-architecte avec la Faculté Polytechnique de Mons et le Polytechnico de Milano.

En 1997, la « cohabitation » du gouvernement Français a pour conséquence la nomination de Claude ALLEGRE en tant que ministre de tutelle. Heureusement, nous sommes en ordre de marche et le navire tient la vague, nous maintiendrons le cap jusqu'à l'arrivée de Jack LANG au ministère en 2000.

Création de l'institut technologique d'entrepreneuriat et management l'ITEEM (2002)

Au début de mon premier mandat j'avais fait la connaissance du professeur J.P. DEBOURSE - directeur de l'ESC-Lille (École Supérieure de Commerce de Lille). Il me demande de participer à son CA et j'ai l'opportunité en 1996 de suivre la nouvelle implantation de son école à Euralille. Elle était implantée à l'origine au lycée Gaston Berger. Fin 1999, je lui soumetts l'idée originale de créer en partenariat une formation de triple compétence en Ingénierie, Management, et Entrepreneuriat. Nous en validons très vite la faisabilité et élaborons un avant-projet que nos deux CA approuvent. Entre temps, je suis nommé à la CTI par le ministère. Je prends alors l'attache du conseiller des GE pour le ministre Claude ALLEGRE. Il semble très intéressé mais il objecte de façon péremptoire que pour assurer la réussite de ce projet ambitieux, notre école n'a pas l'étoffe suffisante et ajoute qu'il faudrait recourir au soutien de l'USTL...voire même prévoir d'intégrer ECLille au sein de cette Université. La discussion est alors close. Avec J.P.DEBOURSE nous mettons ce projet en attente et décidons de créer un mastère spécialisé en entrepreneuriat que nous soumettons à la CNGE. Ce projet piloté par D FRUGIER est adopté par la CNGE et nous opérons de concert une première rentrée en 1999. Par un heureux hasard, Jack

LANG succède à Claude ALLEGRE. Bernard ALLUIN, ancien président de l'université de LilleIII (Lettres et Sciences humaines), est nommé par Jack LANG conseiller du Ministre pour les GE. Ce dernier accepte ma demande de rendez-vous, il nous reçoit avec J.P. DEBOURSE. Il se montre très intéressé et nous accorde le soutien de la tutelle notamment auprès de la CTI. Cette dernière est mitigée, elle trouve le projet trop audacieux. Avec l'appui du ministère et du CNISF (Conseil National des Ingénieurs et Scientifiques de France) nous obtenons de justesse l'accréditation qui est attribuée à EC-Lille en partenariat avec l'ESC-Lille. La tutelle donne son accord définitif l'été 2002 et la première promotion est recrutée en septembre 2003. La direction est confiée à Michel BIGAND associé à Pierre DANIEL de l'ESC Lille. Avec Dominique FRUGIER ils vont assurer les débuts de l'ITEEM.

Cette formation très polyvalente reste encore aujourd'hui totalement originale. Elle attire de nombreux jeunes étudiants intéressés par l'Ingénierie et le Management.

L'international et l'intergroupe des écoles Centrale

L'affirmation de la marque « Centrale » est un objectif prioritaire ; les quatre écoles disposent d'un réseau étoffé que nous mettons en commun. Sur proposition de l'ECP, les 3 autres Ecoles Centrale sont admises dans le réseau TIME (Top Industrial Management for Europe). Ce réseau fédère à l'international les meilleures Universités de Technologie de l'Europe. Ainsi en l'an 2000, nous pratiquons les doubles diplômes et nos promotions comptent pour les 4 écoles Centrale 170 doubles diplômes dont 80 étrangers. De nombreuses missions communes et coopérations sont mises en place par D. DEPEYRE (ECP), Ph. DESHAYES (EC Lille), M.LUCAS (EC Nantes) et L.VINCENT (EC Lyon). En mars 96 j'effectue une mission en Chine sur invitation de la commission pour l'éducation du gouvernement Chinois avec E. PACAUD (EC Lyon), P. VAUSSY (EC Nantes) et D. GRIMM (ECP). Au cours de cette mission de 2 semaines, nous signons 4 accords « 4+4 » avec les meilleures Universités Chinoises à Pékin, Xi'an, Chengdu et Shanghai. En 2002, une seconde mission étudiera l'opportunité de créer à Pékin une Ecole Centrale. De nombreux accords sont dans le même temps conclus avec la Pologne, le Brésil, l'Ukraine... Au sein de l'intergroupe, d'autres coopérations en recherche (Colloque annuel des doctorants) et d'échanges pédagogiques s'avèrent fructueux. En juillet 2002, nous élaborons une charte qui en 13 critères permettront d'accorder le *label Centrale* à de futurs partenaires.

Le premier projet concerne à Marseille le regroupement autour de l'ESIM (Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Marseille) de 3 autres écoles Universitaires. Nous signons le 9/12/2002 sous la présidence de Jean Marc MONTEIL Directeur des enseignements supérieurs, un protocole de suivi de ce groupement intitulé EGIM (Ecole Généraliste d'Ingénieurs de Marseille).

Léo VINCENT est détaché d'EC Lyon à l'EGIM. Je suis désigné par l'intergroupe pour suivre et conseiller ce projet auprès du Directeur de l'EGIM Jean-Paul FABRE. De ce fait au CA de l'EGIM, j'assurerai ce suivi qui aboutira en 2006 à la création de Centrale Marseille.

Le second projet sera celui de Pékin qui aboutira en 2005 à la création de Centrale Pékin.
Notons en 2000 mon renouvellement à la Direction d'EC-Lille. L'équipe de direction va s'étoffer, E.CRAYE devient directeur des études, Ph.DESHAYES directeur adjoint, André CASTELAIN

représentera l'IG2I puis en 2002 Michel BIGAND représentera l'ITEEM. P. SERNICLAY quitte l'école en 2001 pour prendre la direction du CROUS à la demande du Recteur FORTIER et E.PARISIS devient DGS. En 2002 nous convenons d'un échange de poste avec l'ECP qui met à notre disposition un MdC. en génie mécanique tandis que Ph DESHAYES est nommé sur un poste de professeur à l'ECP. Il va alors prendre en charge l'animation des relations internationales de l'intergroupe. En 2003 je prends la présidence de l'ADEIR (Association des Directeurs des Ecoles d'Ingénieurs de la Région NPdC) et suis *de facto* renommé au CESER pour représenter nos GE du NPdC. G. GUILLAUME, président du CESER, me demandera fin 2004 d'accéder au bureau et de présider la commission « développement économique ».

La Fondation Centrale Lille

En 2003, Georges LEBLON nous incite à créer une fondation afin de faire affluer des dons d'entreprises pour financer nos projets. Rapidement le Directeur Général du Crédit Mutuel (CIC), Michel LUCAS et son adjoint Alain FRADIN nous accordent leur soutien. Leur engagement sera déterminant. Cette fondation va contribuer à la réalisation de plusieurs objectifs prioritaires.

Les extensions de bâtiments

Cette période de 23 ans a vu la concrétisation de l'ensemble de nos projets et nous aura permis de passer de 13 000 m² de locaux disponibles en 1982 à 22 000 m² en 2005 auxquels il convient d'ajouter la résidence Léonard de Vinci pour 14 000 m². Rappelons en brièvement les différentes étapes :

Années	Constructions	Coûts
1986-90	Extension du bâtiment C en 2 phases pour un total de 2000 m ²	2M€
1995	Plan sécurité notamment pour les façades des bâtiments E, terrasses	2,6M€
1996	Construction du bâtiment d'entrée avec un grand amphithéâtre, le centre de documentation F. Laurent, 3 salles de cours/TD	2,2M€
1998	Construction de l'IG2I, 2500 m ² ,	2,3 M€
1997	Achèvement de la résidence Léonard de Vinci, foyer de 545m ² et premières infrastructures sportives	0,9 M€
1999	Reconfiguration du bâtiment E (tour)	
2000	Centre d'enseignement recherche et transfert en dézincification des fontes	1,7M€
2003	Construction de l'ITEEM à proximité de la résidence L. Vinci 2 000 m ²	
2002	Location du bâtiment B7 à Kick Entreprise avec promesse d'achat afin d'accueillir les premières promotions d'ITEEM avant la réalisation de ses futurs locaux	

CONCLUSION

A l'issue de ces 23 années, les résultats sont probants. En 2005, EC-Lille dispose de 200 personnels permanents : 100 enseignants dont 27 professeurs d'Université et 100 ATOS. Le flux des diplômés est de 340 par an avec trois titres délivrés : EC-Lille, IG2I et ITEEM. Les locaux ont sensiblement évolué de 13 000 à 22 000 m² avec de surcroît la résidence Léonard de Vinci de 14 000 m². L'école est habilitée en recherche pour six formations doctorales, 3 unités de recherche sont associées au CNRS et 6 autres équipes sont actives. Son budget est de 9M d'€ hors salaires délivrés par l'état.

Les diplômés qui reviennent à l'école après quelques années d'absence sont toujours étonnés de sa transformation. Plus que les chiffres, cette première impression liée aux constructions neuves et aux aménagements de locaux, conforte la conviction que « leur » Ecole n'est plus tout à fait la même. Le passage de l'IDN à l'Ecole Centrale de Lille est celle d'une mutation qui va bien au-delà d'un changement de nom.

Le paradoxe de ces transformations, c'est qu'elles ne sont mises en œuvre au fond que pour atteindre un double objectif :

Préserver notre identité et notre diplôme de Grande Ecole d'Ingénieur

Maintenir l'excellence de notre formation d'ingénieurs généralistes

Quels ont été les points forts ? :

1. la cohérence de notre équipe sur une durée longue de 23 ans,
2. la volonté fédératrice qui nous a réunis autour de Daniel GOURISSE au sein de l'intergroupe des Ecoles Centrale,
3. des périodes difficiles qui sans ralentir notre dynamique, nous ont permis de consolider notre projet et de nouer des alliances bénéfiques,
4. Des conseils et un soutien éclairé et actif de deux présidents : Georges LEBLON pour notre CA et Gérard GLANGETAS pour l'association des anciens élèves.
5. Une ambiance toujours positive et engagée de l'ensemble des personnels permanents basée sur le respect de chacun, une confiance et une estime réciproque largement partagée.

6. Un climat de coopération et d'ouverture avec les laboratoires homologues de l'USTL et leurs Directeurs.

Tous ces éléments ont certainement été déterminants mais il fallait aussi avoir un peu de chance et d'expérience pour savoir attendre quelquefois l'issue d'une remise en cause majeure par notre tutelle du système prétendu élitiste de nos GE.

Auteur : Jean Claude GENTINA,

Directeur des études à l'IDN de 1978 à 1982

Directeur de l'IDN puis d'ECLille de 1982 à 2005

Référence : **Ecole Centrale Paris**, Le grand tournant 1968-2003

Par Daniel GOURISSE et Monique PINEAU

Revue de l'association et de l'Ecole :

- L'Ingénieur IDN N°102 Mars 1987

- L'Ingénieur IDN N°132 Mars 1990

- L'Ingénieur N°183 Mars 1997

- L'Ingénieur N°201 Mai 2001

- L'Ingénieur N°204 septembre 2001 : Centrale Lille aujourd'hui